IL A ÉTÉ ENREGISTRÉ CES DERNIÈRES SEMAINES

Flux exceptionnel de réfugiés aux frontières

L'Algérie semble désormais dans l'incapacité de contenir le flux de réfugiés subsahariens qui se déverse sur son territoire. Au cours de ces derniers jours, des centaines de personnes ont traversé les frontières sud du pays dans l'espoir de trouver une terre d'asile qui leur épargnera des souffrances qu'elles ont fuies.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Des témoins oculaires rapportent donc que d'importants groupes de réfugiés ont franchi ces derniers temps les frontières de l'extrême sud du pays. «C'était vraiment impressionnant», rapporte un cadre en tournée d'inspection dans des structures étatiques de In Guezzam».

«En file indienne, des centaines de personnes se déplaçaient sans trop savoir où se diriger. Pour nous, le spectacle n'est pas nouveau, à chaque déplacement nous avions coutume de rencontrer des groupes de Subsahariens affichant un air perdu, mais ils étaient nettement moins nombreux. Cette fois, c'est vraiment autre chose.» La description faite des images aperçues par d'autres témoins qui faisaient partie du voyage donne froid dans le dos.

Les groupes sont composés majoritairement de femmes accompagnées de jeunes enfants, des bébés sont accrochés au cou ou au dos de certaines d'entre elles, les petits sont également chargés de porter des ballots où ont été mis visiblement des affaires nécessaires.

La majorité avance les mains nues. L'histoire, l'expérience a appris au fil du temps que ces Africains vivant dans une précarité absolue délaissent derrière eux le peu qui leur servait à vivre. Ou à survire. Selon les témoins qui nous ont rapporté ces scènes, ces réfugiés proviennent du Niger, pays situé à 300 km de la localité de In Guezzam. Parmi eux se trouvent également des Maliens. Deux pays soumis à une situation inextricable.

Les dernières informations en provenance du Mali révèlent que 3,2 millions de personnes se trouvent actuellement dans l'insécurité alimentaire alors que la situation sécuritaire prévalant dans le nord du pays plonge les populations dans une instabilité et une terreur permanentes.

Les difficultés observées dans la mise en place du processus de paix (parrainé et supervisé par l'Algérie) dans cette région ont généré un sentiment de lassitude et de désespoir au sein des Maliens du Nord qui préfèrent ainsi fuir les lieux.

La situation est quasiment similaire au Niger, un pays en naufrage qui tente de lutter de toutes ses forces contre la famine et les terribles attaques de Boko Haram.

Pour en savoir plus sur ce nouvel afflux de réfugiés, nous avons tenté de contacter les responsables locaux, malheureusement injoignables.

Certaines personnes ont affirmé que des précisions seraient probablement livrées au public ces prochains jours.

Mais il apparaît d'ores et déjà que les autorités compétentes aient décidé de fermer les yeux sur le phénomène. «Comment faire autrement ? confie une source concernée par le problème. Pensez-vous que l'Algérie, qui a des accords internationaux en matière de droits de l'Homme, puisse bloquer autant de personnes en plein désert ? Cela impliquerait une mort certaine pour toutes ces personnes qui ont déjà eu à traverser, au péril de leur vie, de grandes étendues arides, les conditions extrêmes traversées ont peut-être déjà provoqué la mort de plusieurs d'entre eux, cela arrive très fréquemment.

Quand ils arrivent aux frontières, ils sont déjà épuisés, à bout de souffle, ils sont en manque d'eau et de nourriture. Pensez-vous qu'on puisse leur demander de rentrer chez eux ? Nous sommes face à un fait accompli qui exige de nous un grand sang-froid mais aussi un grand sens d'humanisme. Le problème est que toutes ces personnes vont chercher à rejoindre le Nord à présent».

Au Nord, la présence de Subsahariens déversés dans de très nombreuses villes avait, on s'en souvient, plongé le pays dans une réelle crise. Très peu habituée à une présence africaine massive, la population algérienne a réagi, parfois avec une très grande violence, exigeant des autorités un départ immédiat de ces réfugiés des localités où ils s'étaient installés.

Photo : DR

Ces Africains vivent dans leurs pays une précarité absolue.

La situation, qui tournait souvent à de véritables scènes de combats entre les deux parties (jeunes Algériens contre Subsahariens) a contraint les responsables à prendre des mesures immédiates qui se sont traduites par une décision de rapatrier les concernés vers leur pays d'origine. Accusées d'avoir malmené ces réfugiés durant cette opération, les autorités algériennes ont réagi (à travers un communiqué du ministère des Affaires étrangères) en révélant que ces derniers avaient parfois fait preuve de comportements intolérables, notamment avec les bénévoles du Croissant-Rouge.

L'affaire avait également fait un grand bruit au Mali, où des personnes rapatriées avaient décrié le traitement qui leur avait été réservé durant leur transfert.

Les incidents semblent, cependant, rapidement avoir été oubliés.

La misère et l'insécurité ont remis sur les routes les populations.

A. C.

FRONT NATIONAL ALGÉRIEN (FNA)

L'appel de Touati pour un vote massif

Le Front national algérien (FNA) participera aux législatives du 4 mai avec 680 candidats répartis sur 33 listes au niveau national et une liste représentant la communauté algérienne établie en France.

Le président du FNA, Moussa Touati, s'exprimant jeudi lors de la réunion tenue au siège du parti avec les têtes de listes et directeurs de campagne électorale, a annoncé la composante des candidats qui animeront la campagne électorale, dont l'âge varie entre 25 et 50 ans, ajoutant également que quatre femmes sont têtes de liste au sein du parti ainsi que la liste de la wilaya de Chlef, composée entièrement de 16 femmes dont l'âge ne dépasse pas 32 ans, toutes diplômées universitaires. Concernant la campagne à proprement parler, Moussa Touati a indiqué que le FNA organisera durant la campagne électorale plusieurs activités à travers le territoire national, outre la tenue de trois rencontres régionales à l'ouest, à l'est et au centre du pays, et qui seront couronnées d'une rencontre nationale qui sera organisée à la salle Harcha-Hassan à Alger, a-t-il ajouté. M. Touati a mis l'accent sur l'impératif de «se conformer au programme et à la charte du parti qui ne peut être changée», appelant les Algériens à «participer massivement aux prochaines échéances électorales».

M. Touati s'est dit optimiste quant aux résultats des prochaines législatives, à condition que «la transparence totale soit la base des organisateurs».

Y. D.

OULD ABBÈS AUX CANDIDATS FLN :

«Nous voulons la majorité absolue»

Le Front de libération nationale met ses troupes en état d'alerte, en prévision de la toute proche campagne électorale pour les législatives du 4 mai prochain. «Vous êtes une armée en civil. Vous êtes les dignes héritiers de l'ALN. Vous devez être fiers de représenter le FLN», lancera, d'ailleurs, le secrétaire général du parti, Djamel Ould Abbès, en direction de l'ensembles des candidats têtes de liste ainsi que des 120 mouhafedhs réunis, hier, au Centre de recherche sur l'information scientifique et technique, Cerist, de Ben Aknoun à Alger.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans son discours d'ouverture des travaux, le chef du parti majoritaire insistera longuement sur l'impératif de coordonner le travail sur le terrain, entre les candidats et les responsables du parti au niveau des wilayas. «La culture du zaâimisme doit être bannie des rangs du parti.

La campagne électorale est l'affaire de tous : les candidats, les bureaux des mouhafadhas et les kasmas. Les parlementaires aussi doivent s'impliquer, chacun au niveau de sa wilaya. Tout cela, en coordination, bien sûr, avec le comité central et la direction du parti.»

Après sa tournée l'ayant mené successivement à Sétif, Aïn Témouchent, Médéa et Ghardaïa, pour tenir des regroupements régionaux avec les candidats et les responsables locaux du parti, Ould Abbès s'est donc attaqué, hier, aux derniers réglages nécessaires lors de cette rencontre nationale pour déblayer le terrain. «Je tiens, ici, à mettre en garde contre toute tentative de déstabilisation du FLN.

Car la stabilité du FLN signifie la stabilité du pays. Le FLN, c'est la colonne vertébrale de l'Etat. Il ne faut jamais oublier les années 1990, avant la venue du Président Bouteflika. Certains oublient l'enfer du terrorisme que nous avons vécu. Ils oublient Remka, Bentalha et tout ce que nous avons enduré.»

Pour le SG du FLN, la stabilité est une ligne rouge et il réitérera ses positions phares : «Le FLN est le dépositaire de l'indépendance de l'Algérie. C'est Krim Belkacem qui a signé les accords d'Evian au nom du FLN. C'est également le FLN qui a construit le pays. Vous devez être fiers d'appartenir à ce parti. Certes, il y a eu des erreurs. Mais nous assumons tout. L'actif et le passif.»

Sur sa lancée, le SG du FLN harangue encore ses candidats. «Pour la campagne électorale, soyez offensifs. Offensifs, mais pas agressifs. Car cela ne fait pas partie de notre culture. Mais n'oubliez jamais que vous avez un bilan dont vous devez être fiers. J'ai ici tous les chiffres des différents secteurs. Vous devez être fiers du bilan que nous allons défendre. C'est le bilan du président de la République et président du parti, Abdelaziz Bouteflika.»

Djamel Ould Abbès, qui conduit, effectivement, le parti présidentiel, un parti qui domine l'exécutif, le Parlement et les assemblées locales, se montre très confiant pour le rendez-vous du 4 mai. «Notre objectif n'est pas seulement de gagner cette élection. Je suis certain que nous allons gagner. Mais notre objectif majeur est d'obtenir une majorité absolue. Une majorité qui va garantir la stabilité pour le pays.»

En parallèle à la campagne partisane proprement dite, le FLN lancera très prochainement, aussi, une grande campagne de sensibilisation en faveur de la participation aux prochaines élections. Une soixantaine d'associations seront mobilisées à cet effet.

«Nous promettons au Président une participation d'au moins 50%», lançait Ould Abbès qui estime que le nombre de partis qui participent à cette élection, 54 au total, est en soi un signe qui ne trompe pas quant à la confiance qu'ont ces mêmes partis aux garanties données par Bouteflika et la nouvelle Constitution.

K. A.